Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS **LUNDI 12 FÉVRIER 2007** N° 15.702 **0,76 €**

L'alliance

une force de propositions et d'actions pour construire La Réunion de demain

UN SEUL CANDIDAT POUR L'ALLIANCE... LA RÉUNION !

Paul Vergès

P.2 à 8

(photo Imaz Press Réunion)

Zordi... **Numéro spécial L'alliance**

Libres propos

Ce racisme qui mine notre foot…

Qui eut dit quand, au soir du 9 juillet 2006, l'Italie s'imposait aux tirs aux buts face à la France en finale du Mondial de Berlin, que 8 mois seulement après, *«le calcio aurait perdu son âme»*?
«Match truqués, stades vides, supporteurs violents: le football italien, écrit Edmond Berselli dans le journal "La Repubblica"*, est devenu un divertissement sans intérêt. Et ce n'est pas la mort d'un policier aux abords du stade de Cartane, le 2 février dernier, qui y changera grand-chose!».*
Il y eut bien une tentative de "grand nettoyage", après la découverte, il y a quelques années, de cas de matchs "arrangés" et donc truqués parce que des arbitres se faisaient "acheter". Le mal, on le voit, était déjà bien ancré dans le fruit.
«Ce ne fut qu'un mirage, confesse, désabusé, un responsable italien. *Rien n'a changé. Enquêtes et condamnations n'ont eu aucun effet. Trop de concessions sont faites aux factions violentes en échange de leurs seules promesses de ne plus… remettre ça tout de suite!».*
Le football italien passe un cap difficile, qui ne fait pas que ternir son image. Le fric qui y circule est l'objet de toutes convoitises. Les télés laissent dans les caisses des clubs et de leur Fédération des sommes énormes. Tout le monde veut sa part qu'on croit à portée d'opérations occultes ou au bout des pressions que l'on peut y mettre. Et ce qui était prévisible, car déjà vécu ailleurs en Europe, est apparu dans les stades italiens: les emblèmes de l'extrême droite fascisante à l'ombre desquelles un sous-prolétariat urbain se rassemble, proie facile pour idéologie sans foi ni loi.
Voilà pour l'Italie et ses médecins condamnés pour avoir participé à toute une opération de dopage de joueurs… La gangrène va-t-elle gagner la France?
Paris aussi a eu son mort et ses violences à base de racisme, il y a peu: souvenons-nous, le Parc des Princes, les hooligans du P.S.G.
Il y a une dizaine d'années, j'avais été convié à participer à un colloque organisé à Lyon par l'association "Légisport" et dont le thème était **«*Sport et racisme en France*»**. J'avais été marqué par le témoignage de Joseph-Antoine Bel vers lequel, quand il jouait au plus haut niveau, des supporteurs d'un grand club français lançaient depuis les tribunes d'un virage des bananes. Et le gardien de but de faire sourire l'hémicycle en expliquant que ces mêmes supporteurs, dans leurs gesticulations racistes, *«imitaient très mal les singes, n'en ayant probablement jamais rencontré dans leur vie»*!!!
Du racisme, Thierry Henry a dit que *«c'est le problème le plus grave du football aujourd'hui»*, lui qui fut insulté par le sélectionneur espagnol Luis Aragones en janvier 2005.
Lilian Thuram, dans le documentaire ***"Noires Mémoires"*** diffusé le 29 octobre 2005, n'hésitait pas à lancer que *«pour que le racisme cesse en France, il faudra que tous les Noirs et tous les Maghrébins soient célèbres… ou riches»*…
Commentaire de Jean-Philippe Bouchard, Rédacteur en chef adjoint à "France Football" et auteur, entre autres, du **"Roman noir du P.S.G"**: *«Ce que Thuram fait comprendre avec son sens de la formule, c'est que le mal est profond, historiquement ancré, réactivé sans cesse par un contexte économique qui fragilise les populations les plus exposées. Membre du Haut Conseil à l'Intégration, Thuram veut croire dans toutes les initiatives qui peuvent permettre de lutter contre le racisme».*
Et dans notre île? Difficile d'imaginer que nous pourrions en souffrir. Même si la grossièreté du propos tenu il y a 3 mois par un "important" dirigeant du football réunionnais à l'encontre d'un dirigeant d'un club local d'origine antillaise n'a soulevé aucune protestation, si ce n'est celles de notre journal…

Raymond Lauret

Édito

Chacun face à ses responsabilités

À 10 semaines du 1er tour de la présidentielle, le rassemblement de l'Alliance hier matin à Saint-Denis a été, pour plus de 3500 participants, un moment de réflexion très fort sur l'avenir de La Réunion et sur le rôle que chaque Réunionnais devra jouer dans les prochaines années. Rien à voir donc avec un meeting électoral.

Paul Vergès l'a dit à plusieurs reprises dans son allocution, qui fera date: «Nous sommes à la croisée des chemins. Que devrons-nous faire pour surmonter les obstacles qui sont sur notre route si nous voulons réaliser le développement durable auquel chacun rêve? En tout cas, si nous nous trompons, La Réunion perdra».

Parmi les erreurs à éviter, rappelait le président de l'Alliance, il y a la défense de nos intérêts personnels au détriment de l'intérêt général. Il y a aussi les visions uniquement à court terme, communautaristes, sectaires, anti-réunionnaises et politiciennes.
Face à de telles attitudes, ruineuses pour le pays, la voie de l'Alliance c'est le rassemblement le plus large des Réunionnais dans le respect de leur diversité, autour d'un projet global et cohérent pour La Réunion. Un projet qui devra être réalisé sous la responsabilité des Réunionnais eux-mêmes.

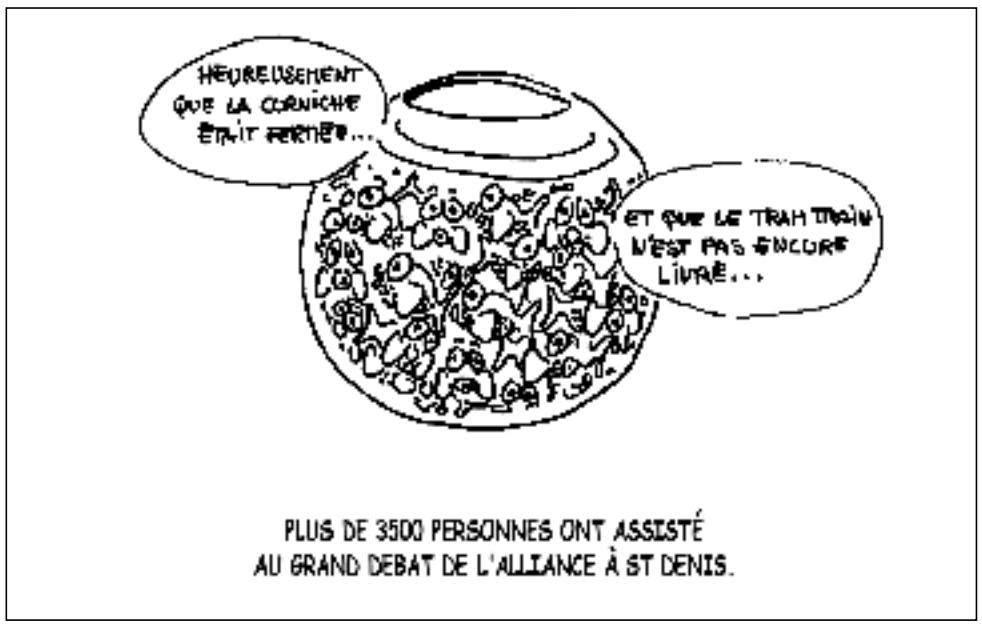
Cette responsabilité réunionnaise dans la construction du pays, implique également la transmission du flambeau à une nouvelle génération politique, affirme Paul Vergès. En ajoutant: «il faut préparer ce passage du pouvoir d'une génération à l'autre; préparez-vous à ce changement». Là encore, chacune et chacun d'entre nous est face à ses responsabilités. «À la croisée des chemins».

L. B.

L'Alliance appuie un candidat...

… l'intérêt de La Réunion

La Réunion a besoin d'une nouvelle génération politique, et selon Paul Vergès, *«l'ensemble de notre population active doit se préparer. C'est vous qui, au nom de l'Alliance, serez candidats. L'Alliance fait appel à la société civile dans sa diversité. Nous sommes sortis de cette conception sectaire de la politique. Chacun peut apporter quelque chose s'il s'agit de construire La Réunion. Nous réclamons la responsabilité de le faire. L'Etat a fini par prendre sa responsabilité pour la route du Littoral. Nous, nous voulons faire la démonstration que nous sommes capables de faire en 10 ans ce que le gouvernement n'a pas été capable de faire en 50 ans».* La force de l'encouragement de Paul Vergès est à la mesure des espoirs et de la confiance qu'il n'a jamais cessé d'avoir à l'égard de ses compatriotes. Reste à organiser ensemble, comme le Docteur Vergès et Léon de Lépervanche l'ont fait en leur temps, *«ce passage de pouvoir entre les générations (…) avec de la confiance, de la modestie, car on ne connaît pas tout, et de la logique».* Ce n'est pas l'âge, ni le sexe qui, selon Paul Vergès, déterminent les capacités de dévouement et de compétence. *«Chaque réunionnais doit tenir une partie du pouvoir»*, avec la conscience des difficultés et des responsabilités qui lui incombent. C'est aussi la crédibilité de la classe politique locale qui est en jeu. Le Président de la Région, fort de son expérience et de ses années de luttes, souhaite *«qu'un peuple debout se rassemble et participe, à n'importe quel titre, au développement du pays».* C'est un message fort qu'il a délivré hier aux 3.500 personnes ayant répondu à l'appel de l'Alliance. Un message à la hauteur des enjeux du développement local. Un message contre la démagogie et l'irresponsabilité, un message de conquête de responsabilité à l'égard de la jeunesse, des hommes et femmes de notre pays. *«Battons-nous unis. La division emmène la défaite».*



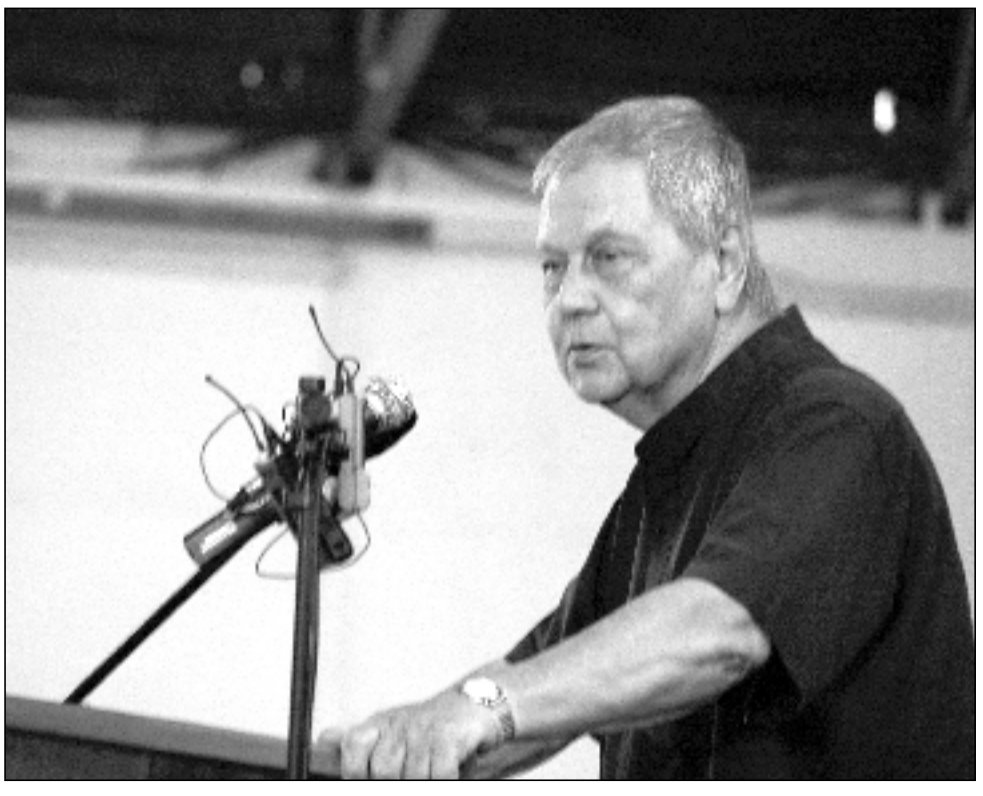
L'Alliance s'adresse aux Réunionnais

Paul Vergès jette les bases de La Réunion de demain

«Battons-nous unis»

Pas d'appel au vote, de racolage politique, de position de parti. Pas de démagogie, d'accusation stérile, de promesse. Le rassemblement de l'Alliance, hier matin, au Parc des expositions de Saint-Denis, n'était pas un meeting, mais une invitation à réfléchir ensemble sur le chemin que La Réunion, ses hommes et femmes, sa jeunesse, doivent emprunter pour franchir une nouvelle étape de son développement. Au cœur du discours de Paul Vergès, la défense de l'intérêt général. Un appel à la lucidité face aux enjeux et difficultés, au pragmatisme face aux solutions, à la responsabilité face aux choix, à la confiance et à l'union de tout un peuple pour l'avenir de son pays. Un appel entendu hier par 3.500 personnes.

«*Que faire pour que notre île, nos compatriotes et notre jeunesse affrontent et surmontent tous ces obstacles sur notre route, que La Réunion rassemble tous ses fils et filles pour réaliser le développement durable dont on parle tous?*». La question posée en préambule par Paul Vergès à l'assemblée appelait un autre constat et une autre question phare: «*Nous sommes à la croisée des chemins. Lequel choisir?*». Trouver des solutions justes sans commettre les erreurs d'hier, faire face à ses responsabilités, de tous ordres et à tous niveaux, sont des prérogatives essentielles. Il faut aussi, selon Paul Vergès, avoir des convictions, des propositions et les faire partager si l'on veut emprunter ensemble la même voie.



(photo AIC)

Citant l'illustre Aimé Césaire, Paul Vergès soutient qu'*«il est fini le temps où il faut danser au carnaval des autres»*, mais il faut organiser notre propre carnaval. Nou lé pa plis, nou lé pa moin, réspèkt anou.

Misère et précarité: *«La menace la plus grave de notre société»*

Et le Président de la Région de rappeler que La Réunion entre dans une nouvelle étape cruciale de son développement. Car si, depuis la départementalisation et des décennies de luttes, l'égalité sociale a pu être en partie obtenue, une situation nouvelle s'offre aujourd'hui au pays. «*Il ne s'agit plus de réclamer au nom du statut des droits de citoyen, mais le débat doit se tourner aujourd'hui vers le développement de La Réunion»,* souligne le fédérateur des forces vives de l'Alliance. «*Il faut porter un regard objectif sans position de parti*» sur l'aggravation d'un certain nombre de problèmes dont celui, prioritaire, de l'emploi qui appelle à des solutions urgentes. Ce problème récurrent ne cesse de s'aggraver dans un contexte mondial marqué par la croissance de la misère des peuples. Sur 800.000 habitants, une partie seulement bénéficie du dynamisme de notre économie, de la sécurité de l'emploi dans le secteur public, voire de revenus aisés, alors que 400.000 Réunionnais vivent avec le minimum social, la CMU. 400.000 Réunionnais, en attente de solutions, vivent dans la pauvreté, la précarité. Ce chiffre est trop souvent écarté des débats, des médias. «*La précarité se renouvelle elle-même et grandit chaque année,* commente Paul Vergès. *C'est la menace la plus grave de notre société avec un risque d'implosion sociale et d'explosion de l'ordre public. Il ne pourra se régler qu'en unissant tous les Réunionnais*». En 2020, ce seront 440.000 citoyens réunionnais qui seront en âge de travailler. «*Voilà la vérité des chiffres qui pose un problème majeur, celui de la politique de l'emploi*» Et Paul Vergès de s'interroger sur l'avenir qui est offert aux bénéficiaires de contrats aidés et d'affirmer qu'«*il faut en finir avec cette politique*».

La politique de l'emploi est directement liée à l'aménagement de notre territoire, comme à ses perspectives de développement économique. Il faut se projeter, prévoir, agir et construire ensemble.

«Comment engager ensemble une marche en avant...?»

Miser sur l'avenir, c'est engager les Réunionnais sur la voie du développement. Et si les problèmes de la gestion de l'eau, du prix du foncier, du déficit en habitats se posent aujourd'hui de façon aussi cruciale, il ne faut pas dénier la responsabilité des élus. Fruits de batailles constantes auprès des instances européennes, les crédits pour la période 2007-2013 sont aujourd'hui d'un niveau équivalent à la période antérieure, sur le plan global, avec un léger recul par habitant. Dès lors, «*comment engager ensemble une marche en avant et rattraper en même temps les retards d'équipements dont souffre La Réunion?*». Comment, avec les budgets alloués, construire des lycées, des routes, investir dans la recherche et pourvoir à ces retards? La Région, le Département et l'Etat ont chacun des compétences, mais il faut aussi tenter, autant que faire se peut, d'agir dans les autres secteurs. C'est le sens même de la défense de l'intérêt commun qui, selon l'Alliance, permettra aux Réunionnais d'être acteurs du développement.

Ce sont les Réunionnais qui construiront nos routes

Les grands projets structurants engagés par la collectivité régionale ne sont finalement contestés que par ceux qui, soit ne maîtrisent pas les enjeux du développement local, soit sont aveuglés par leur envie d'accéder à des responsabilités en période électorale. «*Les choses sont trop sérieuses pour que des gens irresponsables compromettent l'avenir de la population,* soutient Paul Vergès. *On ne peut pas abaisser la politique à ce niveau quand l'intérêt général des Réunionnais est en jeu*». L'accord de financement signé le 19 janvier entre l'Etat et la Région pour la sécurisation de la route du Littoral (tracé essentiel pour le développement et la compétitivité du pays), et le tram-train, alternative au tout-automobile, à l'engorgement du réseau routier et à la pollution de notre atmosphère, garantie pour La Réunion un effort d'investissement de plus de 2 milliards d'euros. Ces grands travaux favorisent le développement économique et la création d'emplois. «*Jamais, dans l'histoire du pays, nous n'avons obtenu un résultat qui permet de faire avancer toute l'économie du pays»,* soutient Paul Vergès. Des groupements d'entreprises parmi les plus importantes du monde se tournent vers La Réunion. Et comme pour la route des Tamarins, dont 70% des crédits sont revenus aux entreprises locales, les appels d'offres rendront obligatoire le bénéfice des investissements aussi sur les entreprises locales. Pour assurer ces travaux, des centaines de Réunionnais seront également formés à de nouvelles compétences, «*pour que ce soient eux qui construisent nos routes»,* affirme le Président de Région. Veut-on entraver, pour une histoire de péage à moins de 1 euro d'ici 10 ans, ce nouveau schéma d'aménagement, ou l'accompagner? Veut-on priver une partie des Réunionnais des bénéfices du tram-train, car l'instigateur du projet est vu avant tout comme un opposant politique? «*Un nouveau cap est à franchir, et ce problème ne tolère aucune démagogie, aucun mensonge*».

«Des perspectives considérables devant nous»

La Réunion certes connaît d'importants problèmes, mais Paul Vergès soutient qu'il faut «*démontrer aux uns et aux autres que La Réunion est capable de les surmonter*». Dans le domaine des énergies renouvelables, sa politique est exemplaire et suscite l'intérêt de nombre de pays. Elle a déjà permis de créer plus de 700 emplois, et dans le cadre du contrat Etat/Région, le ministre va annoncer une franchise aux entreprises pour toutes les énergies renouvelables. Alors que le pétrole se raréfie, La Réunion est déjà engagée sur la voie de l'auto-suffisance énergétique. «*Nous tiendrons notre pari devant le gouvernement: nous ferons de La Réunion une terre énergétiquement indépendante»,* défend le Président de Région qui fait partager son envie d'aller plus en avant. En décembre, c'est d'ailleurs La Réunion qui accueillera les îles du monde entier pour sa politique exemplaire en la matière. Et oui, La Réunion, de par son expérience, appelle à la coopération, interpelle. La Réunion qui va aussi apporter sa contribution à la recherche sur les maladies résurgentes dans le monde avec l'installation du Centre de Veille et de Recherche. «*L'ouverture sur le monde, l'excellence, l'innovation, la compétitivité offrent des perspectives considérables devant nous»,* soutient Paul Vergès. La Réunion et son CHR qui va former ses infirmiers, médecins, kinésithérapeutes. La Réunion qui va créer, sous l'impulsion de l'Alliance, une Chambre consulaire des associations, pour que des milliers de bénévoles soient acteurs reconnus du développement de l'île. La Réunion encore qui ne connaît pas les conflits communautaires, car forte d'une seule communauté basée sur l'échange: «*la communauté réunionnaise. C'est ça notre fierté, et le projet AMCUR rendra hommage à tous nos ancêtres sans exception*».

Si les 3.500 personnes qui ont répondu à l'appel de l'Alliance dimanche, venues des quatre coins de l'île, en dépit de la chaleur et des aléas circulatoires, s'approprient le même objectif, le même programme pour La Réunion de demain, alors, c'est la plus grande relève jamais réalisée à La Réunion, pour La Réunion et les Réunionnais.

Stéphanie Longeras

L'Alliance des forces de propositions pour…

Construire La Réunion de demain

Le rassemblement de l'Alliance ce dimanche, à Saint-Denis, a permis de faire le point sur les grands défis que l'île doit relever, et parallèlement, de mettre en commun les propositions en matière de logement, d'emploi, d'éducation, d'environnement, d'économie, d'aménagement du territoire. Des propositions que l'Alliance avance pour contribuer au débat public qui précède les élections et demander aux candidats *«un engagement contractuel»*… Afin que l'année 2007 soit décisive pour le développement de La Réunion.

L'heure est plus que jamais au rassemblement. L'année 2007 est décisive pour la France, et pour La Réunion qui a des défis spécifiques à relever. Des défis liés à la démographie, avec 1 million d'habitants en 2030, l'aménagement du territoire, le changement climatique, dans un contexte d'élargissement de l'Europe (qui ne sera pas sans conséquence sur les aides accordées aux RUP) et de mondialisation, qui pèse sur l'économie sucrière, l'agriculture et les échanges commerciaux. Que faire face aux défis qui attendent notre société? Se rassembler, au-delà des partis politiques, et faire preuve de responsabilité. Pour l'Alliance, chaque citoyen en a le pouvoir, et cette année, peut donner les moyens politiques d'agir pour l'avenir de La Réunion. *«Les Réunionnais ont la responsabilité d'élaborer les solutions aux problèmes spécifiques que doit affronter La Réunion, en ce début du 21ème siècle, en tant que département français, région européenne et île de l'Océan Indien. L'Alliance entend ainsi contribuer à l'expression d'une parole réunionnaise forte, pour agir et non subir, notamment à l'occasion du débat public ouvert, notamment dans le cadre de l'élection présidentielle».*

Emploi, logement, éducation, environnement : des mesures urgentes pour éviter une crise sociale

Avant de s'engager sur des mesures de développement d'avenir, l'Alliance veut garantir les derniers engagements signés avec l'Etat et obtenus avec l'Europe: le protocole d'accord du 19 janvier 2007 pour la construction du tram-train et la nouvelle route du Littoral, le contrat de projets Etat-Région et les programmes opérationnels européens pour la période 2007-2013 qui permettent de poursuivre les efforts dans tous les domaines de développement (éducation, formation, recherche, aménagement, économie, etc…).
Pour l'Alliance, *«il est donc important que les candidats s'engagent à respecter les montants arrêtés et les échéances fixées».*
Mais si ces engagements de l'Etat et de l'Europe vont permettre de bâtir un Plan de Développement Durable (PR2D) pour La Réunion, la situation actuelle est suffisamment grave pour décider des *«mesures urgentes et prioritaires».* Comme la rappelé l'Alliance, plus de la moitié de la population vivent dans la pauvreté et subissent l'illettrisme, l'insécurité, les emplois précaires, le manque de logement, alors que l'écart se creuse avec l'autre partie de la population qui *«bénéficie du relatif du dynamisme économique».*

Des emplois dans des secteurs d'excellence, dans les services à la personne et la fonction publique

Comme l'a souligné Elie Hoarau, Secrétaire général du PCR, l'Alliance a conscience de ne pas avoir le monopole des solutions. Mais il s'agit de *«rassembler nos efforts pour offrir aux Réunionnais des perspectives».* Ainsi, dans le domaine de l'emploi, ce sont 144.000 actifs supplémentaires que La Réunion va accueillir d'ici à 2025. Au-delà des grands chantiers d'aménagements qui vont créer de l'activité économique, La Réunion peut développer une économie concurrentielle, fondée sur des domaines d'excellence, notamment avec l'Inde et la Chine, et une économie alternative, grâce à des emplois dans le secteur de la protection de l'environnement et le secteur du service à la personne avec le vieillissement de la population. Dans la fonction publique, La Réunion manque de personnels, contrairement à la Métropole. Il convient donc de *«favoriser un meilleur accès des Réunionnais aux emplois nouveaux créés»*, grâce notamment à un Institut Régional d'Administration. Afin de définir les besoins en postes et d'évaluer les résultats des mesures en faveur de la création d'emplois, l'Alliance demande aussi la création d'une Conférence permanente pour l'emploi, regroupant tous les acteurs de la société que ce soit les politiques, les entreprises et les associations.

Construire 10.000 logements par an : c'est possible

L'autre grande priorité du moment, c'est l'accès à un logement pour tous. D'ici 20 ans, il faudra construire 10.000 logements par an, dont 6.000 logements sociaux. Immédiatement, ce sont 25.000 logements dont ont besoin les Réunionnais. Alain Armand, Vice-président de la Région délégué à la Culture, a souligné l'insuffisance des moyens actuels pour répondre à la demande. *«Le budget est trop faible, nous manquons de terrains constructibles, d'entreprises pour répondre aux appels d'offre, et ceux qui ont besoin de logements sociaux ont des revenus trop faibles pour y accéder».* Les solutions ne manquent pourtant, l'objectif des 10.000 logements par an n'est pas irréalisable. Tout est question de volonté politique: augmenter les subventions, faire financer une partie des logements sociaux par la défiscalisation, faire que le déclassement des terrains tienne compte de la nécessité de construire des logements pour tous, notamment pour *«la classe moyenne»* qui, aujourd'hui, n'arrive pas à accéder à la propriété. Encore une fois, le tram-train se veut être un véritable axe de développement en réservant 20 emplacements à proximité pour y construire des nouveaux quartiers. *«Nous pourrons y construire 3.000 à 5.000 logements par emplacement»,* précise Alain Armand.

Affirmer la présence de La Réunion dans le co-développement de la région

L'avenir d'un peuple dépend aussi de l'accès à l'éducation. Avec 120.000 illettrés, La Réunion a encore beaucoup à faire pour amener le plus grand nombre d'entre nous à un niveau d'études supérieures. L'éducation, c'est la voie de l'excellence et le meilleur moyen de relever le défi de l'emploi. Et *«dans l'économie de la connaissance, nous pouvons être au premier rand mondial dans certains secteurs»,* rappelait Maya Césari, Conseillère régionale – Commission du Développement Économique.
Pour exemple, le café Bourbon Pointu, témoin de la tradition et connu maintenant au niveau mondial, preuve que La Réunion sait profiter de la mondialisation et s'imposer dans les secteurs économiques de pointe et la recherche.
Le développement de La Réunion passe en effet par l'ouverture sur le monde et sur la zone Océan Indien. Wilfrid Bertil, pour l'Union des démocrates et socialistes de La Réunion, le rappelait à juste titre. *«La France et l'Union européenne doivent s'appuyer encore plus sur La Réunion pour leurs actions dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien. Il importe que ces actions tiennent compte non seulement de sa présence, mais aussi des intérêts de La Réunion qui sont aussi des intérêts nationaux et européens».* En tant que Région ultrapériphérique, La Réunion doit pouvoir tirer profit de sa position stratégique avec la Chine, l'Inde, l'Afrique et l'Océan Indien. C'est pourquoi, une réflexion doit être menée concernant la difficulté à obtenir des visas. Ce qui freine le développement des échanges économiques, comme le tourisme.

Le développement durable passe par la priorité aux énergies renouvelables et une reconnaissance de notre identité interculturelle

En toile de fond de ces enjeux, 2 autres défis: la protection de l'environnement et la valorisation de notre culture. Ce sont 2 éléments essentiels dont La Réunion doit tenir compte pour son développement durable. Cyrille Lebon de la MGER et Marie-Pierre Hoarau, Conseillère régionale, ont rappelé les changements climatiques auxquels l'île va être confrontée si rien n'est fait. Agir pour notre sécurité environnementale, c'est choisir les énergies renouvelables. La Région a déjà établi un Plan climat favorisant l'énergie solaire. D'ici 2025, l'objectif est de rendre La Réunion autonome en énergie électrique. *«Il faut aussi mettre fin à l'ère du tout automobile, et mettre les réseaux d'alimentation d'eau à l'abri de la pollution»,* précisait Marie-Pierre Hoarau. Une invitation à la prise de responsabilité des Réunionnais, en somme. *«Cela demande un changement de mentalité et appelle au civisme de chacun»,* insistait Cyrille Lebon. Tout aussi important que l'environnement, les Réunionnais doivent connaître ce qui fonde l'unité du peuple, ne pas perdre de vue la spécificité de notre *«société interculturelle».* Parce que chaque Réunionnais est le résultat des valeurs apportées par différentes cultures, une Maison des civilisations mettra en valeur la culture réunionnaise. C'est sur la base de cette unité que La Réunion de demain pourra se construire.

Edith Poulbassia

Emmanuel Lemagnen, Conseiller régional

«L'association doit devenir l'unité de base de la société»

Dans son intervention au meeting de l'Alliance, Emmanuel Lemagnen a dénoncé l'attitude des services publics qui se déchargent de plus en plus de leurs responsabilités en matière d'emploi, d'éducation, d'aide à la personne, d'environnement. Qui donc a pris l'habitude de prendre le relais? Les associations, les bénévoles, bref, des citoyens. *«Jusqu'à se constituer en Collectif, pour demander par exemple la mise en place d'un Observatoire des prix et des revenus».* Emmanuel Lemagnen rappelait ainsi ce chiffre significatif: 60.000 bénévoles s'investissent dans la Cité, 15.000 emplois ont été créés par les associations. Quoi de plus juste, alors, de demander à ce que les associations soient associées aux décisions publiques, qu'elles aient droit à la parole: *«L'association doit devenir l'unité de base de la société».* Parce que ce sont des exemples de citoyens qui ont décidé de prendre leurs responsabilités.

E.P.

L'ALLIANCE : UNE FORCE DE PROPOSITIONS ET D'ACTIONS

Raymond MOLLARD, Vice-président, Délégué à l'Éducation

L'Alliance est une force de propositions et d'actions qui a fait le choix de se constituer par le regroupement solidaire d'hommes et de femmes venus d'horizon divers: des partis politiques, du secteur des luttes sociales, du secteur de l'action associative. Elle est donc par elle-même, à la fois, le reflet et la conscience de la société réunionnaise dans sa globalité et sa diversité.
Votre présence ici, aujourd'hui, venus par milliers des quatre coins de l'île, confirme de façon éclatante sa pluralité, sa représentativité, sa capacité à proposer et à construire.
(…)
Force d'actions et de propositions, l'Alliance a plus que jamais besoin de l'être, car La Réunion et les Réunionnais voient s'ouvrir devant eux, en ce début 2007, une période particulièrement importante — on peut dire décisive — de leur histoire, où ils seront confrontés à des défis sans précédent.
Défi démographique d'abord en 20 ans, l'accroissement de la population va être de 25% environ, pour atteindre le million d'habitants. Alors que notre population active actuelle est de 300.000 personnes (dont 30% de chômeurs), elle s'accroîtra de près de 50%, alors qu'elle compte déjà 100.000 chômeurs, 120.000 illettrés, 70.000 foyers relevant du RMI, 400.000 personnes relevant de la CMU.
Défi de l'aménagement de l'espace ensuite, pour échapper au «coma circulatoire», pour éviter la dégradation de l'environnement, pour dégager du foncier et construire les logements indispensables, économiser l'eau, traiter les déchets.
Défi climatique également, dont personne ne nie plus la gravité, avec le réchauffement de la planète et la multiplication des phénomènes extrêmes qui frappent tant de pays autour de nous et dans le monde, et dont Diwa a donné un dramatique aperçu l'an passé.
Défi de l'Europe également, qui compte depuis le janvier 500 millions d'habitants pour 27 pays, dont beaucoup vont entrer en concurrence avec les Régions UltraPériphériques pour solliciter les fonds structurels.
Et puis défi de la mondialisation, avec ses conséquences sur notre économie insulaire, avec la fin du règlement sucrier en 2013 et l'impact des Accords de Partenariat Economique à compter de 2008

Les années qui viennent sont donc pour La Réunion et ses habitants celles de tous les risques. Les effets combinés des phénomènes que nous venons d'évoquer ne nous laissent aucun sursis.
Ces défis sont sans précèdent. Aussi l'Alliance appelle à l'expression d'une parole réunionnaise forte, pour agir et non subir, notamment à l'occasion du débat public ouvert dans le cadre de l'élection présidentielle.

Les propositions que nous formulons s'articulent à trois niveaux: dans l'immédiat, ce qui constitue le socle du développement, ce sont les accords pluriannuels qui résultent d'une part de l'accord signé avec le Premier Ministre le 19 janvier par le président Vergés, auxquels s'ajoute le Contrat de Projet Etat-Région appuyé sur les Programmes Opérationnels Européens, lesquels seront officialisés lors de la venue du Ministre de l'Intérieur.
Globalement, ces accords représentent des engagements financiers cumulés de l'Europe, de l'Etat et des Collectivités d'environ 4,5 milliards d'euros, soit près de 30 milliards de francs, et couvrent l'ensemble des secteurs. On peut qualifier ces accords d'historiques.
A moyen terme, nous demandons des mesures urgentes et prioritaires pour faire face aux préoccupations immédiates de la population. Ces mesures doivent être prises dans la période qui vient, qui globalement coïncide avec le prochain mandat présidentiel. C'est pourquoi nous les soumettons directement à tous les candidats. Elles touchent à l'activité économique, à l'emploi, au logement, au coût de la vie, â l'éducation, à l'intégration régionale de La Réunion, à la continuité territoriale, à l'environnement, aux énergies renouvelables, à la vie associative, à la reconnaissance de l'histoire et de la culture réunionnaises.
(…) C'est un véritable engagement contractuel que l'Alliance sollicitera sur ces problématiques de la part des candidates.
Enfin à long terme, à l'horizon de 25 ans, c'est un plan de développement global que nous proposons: LE PLAN RÉUNIONNAIS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (PR2D) que l'assemblée plénière de la Région a adopté le 26 novembre, et qui s'articule autour de trois axes interdépendants: l'ouverture, la solidarité et l'excellence.

• Marc, Saint-Leu

«I fo shanj gouvèrnman-là»

«Nou vé le shanjman… Déja, le gouvèrnman aktyèl, i fo shanjé… Sarkozy, rienk komm miniss, li lé pa bon. Kosa i va èt si li sort prézidan?! I sora pir. Toultan li di "li vé lord, li va mèt a-lord" mé si sé li lé prézidan, sirésertin la Frans i sar tombé dann dézord. Bann Fransé la mèt ali là kan la vot po prézidan Chirac kont Le Pen. San Le Pen, na lontan zot soré pi la.
Mi pans kan mèm, dan le tan François Mitterrand, lété méyèr».

LES EFFETS DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LES MESURES D'ADAPTATION À METTRE EN ŒUVRE À LA RÉUNION

Marie-Pierre Hoarau, Conseillère régionale - Commission du Développement Durable

Il ne se passe pas un jour où il n'est évoqué dans les médias le réchauffement climatique et le Protocole de Kyoto, qui a pour objectif de diviser par 4 les émissions des gaz à effet de serre. Ces données nous sont peut-être devenues familières, **mais mesurons-nous vraiment les effets de ces changements climatiques sur notre développement** futur, mais déjà sur notre développement actuel? Les conséquences douloureuses de ces aléas climatiques sont là à notre porte et se font déjà sentir: tempêtes, canicule, cyclones, inondations et coulées de boues en Indonésie ces jours-ci, et malheureusement, d'autres catastrophes sont à venir. **C'est pour cela que nous devons mettre en œuvre des mesures urgentes d'adaptation à ces changements climatiques**.

Les experts mondiaux sont formels: c'est bien l'activité humaine qui est responsable de ces changements climatiques et ils ajoutent que **ces changements sont irréparables et irréversibles**. C'est bien la croissance de notre développement qui induit ces émissions de gaz à effet de serre, responsables de ces dérèglements: élévation des températures et du niveau des océans, fonte des glaciers, qui induiront des conséquences dramatiques sur le déjà fragile équilibre de notre planète.
Dans ce contexte des changements climatiques et la menace réelle de ses phénomènes naturels extrêmes, **la prise en compte de la question environnementale doit être une préoccupation constante dans la situation particulière de La Réunion** du fait de la richesse de sa biodiversité et de ses paysages, d'une part, de son insularité et de son relief instable, d'autre part, mais aussi de sa démographie croissante et de ses difficultés sociales. Pour permettre le développement durable de notre île, aucun aspect ne doit être négligé, et je pense là à l'aspect environnemental, bien sûr, mais aussi à celui du social et de l'économie. D'autant que l'environnement est reconnu comme un **domaine d'activités stratégiques** permettant **la création de milliers d'emplois pérennes** pour nos jeunes, de mieux en mieux formés et de plus en plus intéressés par cette problématique.

Forte de ces constats et de **la reconnaissance unanime de l'exemplarité** de La Réunion dans le domaine, par exemple, des énergies renouvelables, l'Alliance se doit de proposer des mesures urgentes qui assurent à la fois la **protection de nos ressources naturelles fragiles** et la **prévention des risques naturels réels**.
L'Alliance propose donc **la mise en place d'un plan climat,** en complémentarité de l'Observatoire de l'Energie déjà opérationnel. Ce plan climat est **un outil indispensable de recommandations fortes** en termes **d'adaptations aux changements climatiques**. Changements climatiques que devra subir, immanquablement notre île dans les décennies à venir. Et les domaines de recommandations ne manquent pas: prenons **l'énergie électrique**, par exemple: notre objectif est ambitieux, c'est celui d'atteindre **l'autosuffisance énergétique** vers 2025- 2030. Pour cela, il faut **développer** à grande échelle **les énergies renouvelables**, mais aussi a**ccentuer et généraliser** une politique de **maîtrise de l'énergie** dans toute construction nouvelle. Actuellement, la filière chauffe-eau solaire, avec 70.000 installations, et celle des énergies renouvelables emploient 800 personnes. **Généraliser cet équipement** sur les 200.000 logements neufs à construire permettrait de doubler, à minima, ces emplois d'ici 10 ans.
En ce qui concerne **l'énergie dans les transports**, l'ère du tout automobile doit se terminer et les politiques publiques doivent résolument se tourner vers des projets de transports doux et plus propres: tram-train, bus, vélos…
Mais nous avons aussi **l'eau,** et là, les sudistes payent un lourd tribut. La **réalisation des travaux de prévention des risques** afin de **mettre en sécurité les réseaux** d'alimentation est une urgence.
Toujours concernant **la prévention des risques,** chacun sait que les ravines et rivières, très nombreuses à La Réunion, sont des lieux autour desquels la ville, les quartiers se sont construits. La violence de certains phénomènes climatiques fait que **l'endiguement** de ces lieux ainsi que **la protection contre l'érosion et les mouvements de terrains** sont **une nécessité là aussi impérieuse** pour la sécurité des biens et des personnes. Rappelons-nous des dégâts des cyclones Hyacinthe, Firinga, Dina, les pluies de Diwa… et on nous annonce des cyclones de plus en plus violents…

Comme vous pouvez le constater, les chantiers ne manquent pas et les défis sont majeurs. **C'est maintenant que nous devons agir**, l'avenir des générations futures dépend du geste que chacun d'entre nous fera. **C'est notre responsabilité.**

Relever le défi de l'emploi

Maya Césari, Conseillère régionale – Commission du Développement Économique

Il est bien clair que nous sommes dans une situation particulièrement difficile puisque encore de nombreux rattrapages sont nécessaires, surtout en matière de lutte contre l'illettrisme. Quoiqu'il en soit, l'ensemble des politiques mises en jeu doivent nous permettre de relever le défi de l'emploi: si nous voulons aller vers le plein emploi, **nous devons permettre à davantage de jeunes d'accéder aux études supérieures et mieux les préparer au marché du travail. Les études supérieures sont la voie de l'excellence.** Le défi de la compétitivité ne peut être relevé que par la voie de l'excellence: si nous voulons être aux premiers rangs dans l'économie de la connaissance, nous devons nous donner les moyens d'être à la pointe de la recherche et de l'innovation.

Nous avons lancé le redémarrage d'une filière de production de café haut de gamme. Ce programme nous permet de retisser un lien avec une tradition et une culture de nos ancêtres que nous avions oubliées. Ceci participe à la valorisation de la culture dont nous sommes issus, et croyez moi, nous en avons bien besoin. Tout ce qui est bien, tout ce qui est de qualité, tout ce qui est commercialisable, ne vient pas toujours de l'extérieur. Non, nous aussi, Réunionnais nous avons nos richesses, que nous pouvons, que nous devons valoriser à sa pleine potentialité, pour le développement durable de La Réunion, c'est-à-dire, tout simplement pour nos enfants, nos petits enfants et les enfants de nos petits enfants. Cette valorisation maximale a été obtenue grâce à un savant mélange que l'on doit se forcer de reproduire et de multiplier en les appliquant à d'autres projets. Je retiens 4 ingrédients:

• Une volonté politique forte au-delà des critiques, ambitieuse au-delà de la prise de risque, décidée au-delà du coût de départ.

• Des agriculteurs décidés, motivés, passionnés et investis qui se structurent, s'organisent et sont demandeurs de formation et d'accompagnement tout en s'appropriant le projet.

• Un institut national de recherche et une équipe de chercheurs qualifiés dévoués à ce programme pour l'accompagnement et la découverte de résultats nouveaux au plan mondial sur cette thématique qui permettent une meilleure protection et une meilleure valorisation du produit.

• Une ouverture vers un marché à l'international, en l'occurrence, une très grande société japonaise particulièrement intéressée par le produit.

Une chose encore me tient à cœur, c'est l'importance de favoriser l'accès aux filles aux filières scientifiques et à l'esprit d'entreprenariat. Dans les lycées, les jeunes filles sont nombreuses dans les filières scientifiques. En revanche, elles sont beaucoup moins présentes ensuite dans les filières scientifiques des universités surtout en math et en physique. Pourtant, les jeunes filles représentent plus de 40% des élèves de terminale scientifique et 43% des candidats reçus au bac S au niveau national. Et, alors qu'elles réussissent mieux que les garçons, beaucoup d'entre elles ne poursuivent pas leurs études ensuite dans l'enseignement supérieur scientifique.

Il existe, en effet, une forte corrélation entre le niveau de l'activité entreprenariale et la croissance d'un pays. C'est pourquoi l'entreprise au féminin explique, dans une proportion souvent importante, les écarts de croissance entre pays. L'entreprise au féminin constitue également un levier pour l'emploi des femmes, dont le taux de chômage est supérieur à celui des hommes. La mixité dans la création d'entreprise représente donc un atout à utiliser pleinement et le rôle de parents et de politiques que nous sommes est primordial pour atteindre cet objectif majeur.

La RÉunion : une voix à faire entendre, empreinte de force, de douceur, mais par dessus tout, de compréhension et de tolérance

Radjah Véloupoulé, Président de la Commission de l'Epanouissement Humain

Nous voici arrivés à mi-parcours d'un mandat que vous, le peuple réunionnais, avez bien voulu nous confier, il y a de cela 3 ans. Ce temps de responsabilité, de réflexion à mener, de décisions à prendre nous a assurés d'une chose: la culture n'est pas l'affaire de quelques-uns, d'une partie de la population ou de quelques artistes et professionnels de ce domaine. La culture n'existe que si elle est le vecteur et le souffle qui distinguent les Réunionnais d'un autre peuple. Elle n'existe que si elle permet à chacun d'entre nous de se sentir à la fois citoyen du monde en lui apportant notre originalité et notre marque, et citoyen de ce pays. Ce début de 21ème siècle est crucial, car il soulève des questions que nous affrontons depuis le début de notre histoire: qu'est-ce qui fait l'identité d'un peuple, comment peut-on concilier et valoriser des expressions différentes qui forment un socle commun de sociabilité, où commence et finit le communautarisme qu'exprime le sectarisme religieux, enfin, comment vivre ensemble dans un monde fragmenté, hiérarchisé, sans sombrer dans la peur, le danger que représente le voisin, le collègue, le citoyen, qui se trouve aussi dans notre espace et dans notre temps.

Au niveau du Conseil régional, nous avons tenu à respecter les priorités énoncées au début de la mandature, à savoir, en premier lieu, la place fondamentale accordée à notre histoire, à notre vision et à notre développement en tant que Réunionnais, non pas à l'encontre des autres, mais inscrites dans notre environnement et pouvant répondre aux défis qui sont les nôtres, sur des sujets aussi importants que la nécessaire valorisation de la langue réunionnaise, la promotion de l'originalité et de la beauté de nos œuvres artistiques ainsi que l'ouverture de nos jeunes vers les pays de nos voisins les plus immédiats: la Chine, l'Inde, l'Afrique, nos frères et sœurs insulaires constituent aujourd'hui des gisements de savoirs, de connaissances, de confrontations qui ne pourront qu'enrichir et élargir le champ de compétences des jeunes Réunionnais.

Ainsi, dans cette optique, le Conseil régional a axé tous ses efforts pour que les talents et le potentiel de nos enfants ne soient plus exclusivement orientés vers un axe Sud-Nord. Bien évidemment, l'Europe, le Canada ou les Etats-Unis resteront des destinations privilégiées, mais psychologiquement, nous devons nous délester de toutes formes d'ethnocentrisme qui ne font qu'accentuer un déséquilibre dont nous sommes tributaires depuis si longtemps. La Réunion est une société interculturelle et non pas multiculturelle. Cela veut dire qu'il existe une interpénétration de toutes les composantes de notre population, qui se sont, au fil du temps, tissées pour donner ce que chacun vit comme une évidence, mais qui apparaît comme exceptionnelles aux yeux de n'importe quel visiteur. Il n'y a pas de juxtaposition de cultures qui introduirait des ordres de grandeur. Chacun doit savoir ce qu'il doit à l'autre, ce que l'autre lui a apporté comme richesses, et continue de lui apporter, pour affronter les dérives toujours possibles de l'enfermement, du repli sur soi et de la peur de la différence. Pour toutes ces raisons, le Conseil régional a initié, sous l'impulsion du Président Paul Vergès, et mènera à terme le projet de la Maison des Civilisations et de l'Unité Réunionnaise, qui apparaîtra comme un phare, pour guider les générations futures, et permettra de comprendre et d'assumer toutes les influences qui nous ont façonnés.

Le temps est venu de démontrer qu'être Réunionnais n'est pas une succursale identitaire soumise à tel ou tel potentat.

Le temps est venu de démontrer qu'être Réunionnais est un refus de l'aliénation de la puissance exclusivement imposée d'ailleurs.

Le temps est venu de démontrer que les souffrances et la fierté de nos aïeuls constituent la carte d'identité internationale que nous offrons dans tous les aéroports du monde. Et si, au bout de tous nos efforts, il reste encore des facultés à montrer, nous saurons que nous avons passé 3 siècles à nous construire, et que dans cette mutation globalisée qui est en train de s'accomplir pour laisser place à un monde nouveau, nous avons une voix à faire entendre, et cette voix est empreinte de force, de douceur, mais par dessus tout, de compréhension et de tolérance. La brutalité des maîtres d'antan nous a pas fait plier, et nous avons appris que, pour avancer, il faut savoir d'où l'on vient, et il nous faut aujourd'hui tracer, dans le respect de nos valeurs ancestrales, un chemin qui soit dicté uniquement par la grandeur de nos convictions et l'irréductibilité de notre idéal.

Antoine Minatchy, Conseiller communautaire à la CINOR

Une perspective pour les jeunes : l'accès à la responsabilité

«C'est un rassemblement magnifique, qui montre un visage formidable de La Réunion. Les gens sont venus de loin, malgré les problèmes routiers; ils sont venus de partout, simples travailleurs ou chargés de responsabilités. J'ai trouvé les discours de très grande tenue et, chez le Président, cette perspective qu'il a donnée pour un relais aux jeunes générations est le premier appel en ce sens qu'il lance aussi fort.

Ce qui était très fort aussi, c'était cette mise en perspective de l'Histoire et de l'avenir de La Réunion, son développement, avec, aujourd'hui, l'accès des Réunionnais à la responsabilité».

Une politique du logement audacieuse

Alain Armand, Président de La Réunion Autrement (mra) pour l'Alliance

La Réunion devra accueillir en 20 ans, dans une hypothèse démographique moyenne, plus de 250.000 habitants supplémentaires, ce qui nécessitera la construction de 180.000 logements (soit près de 70% de logements existants aujourd'hui), soit 9.000/an dont 4.500 à 5.000 logements sociaux.
Or, en 2004, seuls 3.000 logements ont été financés sur fonds LBU (soit la participation de l'Etat). Il en aurait fallu le double. En plus, il y a en souffrance 25.000 dossiers de demande de logements sociaux.
Mais comme le gouvernement vient de mettre en place la loi portant sur le droit opposable au logement, c'est-à-dire que désormais, chaque citoyen pourra se retourner contre les collectivités compétentes s'il n'arrive pas à trouver un logement; et comme il donne le délai de fin 2008 pour l'application de ce droit, nous devons produire suffisamment de logements à proposer aux demandeurs, sinon cette loi sera inapplicable. Nous n'avons donc plus de temps à perdre.

Comment? En construisant nos propres réponses réunionnaises, en les défendant ensemble et en impliquant le plus grand nombre de Réunionnaises et de Réunionnais en lien avec un engagement réel de l'Etat.
(…)
L'Alliance, et pour moi c'est très important d'être son porte-parole sur ce thème, propose de consacrer des moyens spécifiques sur 20 ans en poursuivant la politique de rattrapage tout en anticipant nos besoins à venir, et sans ignorer pour autant les prochaines générations. Il faut agir sur tous les fronts et en même temps, tellement l'enjeu est fort.

Il faut ainsi:
Augmenter les moyens financiers en fonction des réels besoins (…).
Redéfinir la défiscalisation afin qu'elle serve en priorité les besoins de notre développement (…).
Définir une politique fiscale réunionnaise sur les plus-values foncières (…).
Définir une politique d'incitation, voire de pénalisation (et si nécessaire avec la préemption) pour l'optimisation du foncier en général, et en priorité pour l'utilisation des fonciers non exploités et des logements vacants (…).
S'assure une vraie maîtrise foncière (…).
Recenser tous les terrains disponibles appartenant aux Collectivités et à l'Etat (…).
Veiller à la cohérence entre le Schéma d'Aménagement Régional en cours d'élaboration et nos objectifs de logements. (…)
Une série d'autres mesures sont à prendre en compte. Sans être exhaustif, car il y a tellement à faire, nous pouvons citer:
- Le développement maximal des énergies renouvelables (…).
- Le traitement des demandes spécifiques (personnes handicapées, étudiants, personnes âgées, personnes en détresse, les femmes par exemple qui veulent quitter d'urgence leur foyer avec des enfants pour cause de maltraitance).
- Les mesures favorisant l'accession à la propriété du logement social (…).
Ces objectifs, ces principes de réalisation et ces moyens nationaux comme Réunionnais qui doivent être assortis, trouveront naturellement leur écriture dans une loi de programmation. (…).
Parce que nous savons qu'une société ne se construit pas par le béton et que son ciment doit être la cohésion sociale (…).
Nous devons mettre en œuvre les politiques de l'emploi, de la formation et de l'accompagnement aux petites entreprises (…).

Il nous faut aborder de front nos plus grands défis dans le plus grand respect de notre terre, de notre île avec sa biodiversité, ses monuments naturels… dont nous sommes responsables pour nous-mêmes comme pour les prochaines générations.

«AYONS L'AUdace d'entreprendre»

Eric Delorme, Secrétaire général du PSR

Nous avons tous été frappés récemment par la disparition de l'Abbé Pierre, un homme qui a marqué plus d'un demi-siècle d'Histoire, une histoire basée sur la lutte, le combat contre l'exclusion et la précarité. De passage à La Réunion en 2001, et en comparant la situation de La Réunion aux pays de la zone qui sont moins bien lotis que nous, il disait: ***«Ayons l'audace d'entreprendre».*** J'ajoute, ensemble, ayons l'audace d'entreprendre, ayons une vision pour notre île, et ayons le courage et la volonté de bousculer les politiques quels qu'ils soient.

Le 19 janvier dernier, en signant le protocole d'accord avec les plus hauts représentants de l'État et la Région (le Premier ministre et le Président de la Région Réunion…), l'audace d'entreprendre, la vision et la volonté étaient bien au rendez-vous. Un moment historique qui ne doit pas être terni par des critiques inadaptées et déplacées. Alors, mes amis, comment ne pas répondre présents à vos côtés, aux côtés des forces vives. Aux côtés de ceux qui veulent que La Réunion progresse et se développe.
C'est la raison pour laquelle PSR a dit oui à ce protocole historique.
Oui au pari de l'intelligence pour construire La Réunion de demain.

Les chantiers du tram-train et de la route du Littoral vont mobiliser près de 3 milliards d'euros sur une période de plus de 10 ans, c'est inespéré pour une région telle que la notre.
Face à cette situation:
• Soit nous restons dans les critiques **stériles, politiciennes** où veulent nous entraîner les apprentis sorciers, les mêmes qui nous ont dit qu'ils ne voulaient pas du tram-train dans l'Est et dans le Sud, et ce sans tenir compte de l'avis de leurs administrés.
• Soit nous relevons les défis: du progrès technologique, de la modernité et de la création d'activités économiques génératrices d'emplois.
Pour le PSR, le choix est clair, il n'y a plus de temps à perdre: nous devons anticiper sur les besoins futurs en formations, en emplois, faire changer les mentalités, bousculer nos habitudes. Ceci afin de permettre à nos jeunes, de plus en plus diplômés, de prendre leur place, de prendre leurs responsabilités dans notre société en mal de repères et de perspectives. (…)

Nous devons être nous-mêmes

Ce protocole, qui a été signé, honore les représentants de l'Etat et de la Région Réunion aux premiers rangs: la majorité régionale animée par son Président, qui ont travaillé en ce sens. Cependant, socialistes, nous sommes attachés aux valeurs de gauche (…). Ensemble, nous avons pu conserver la région à gauche en 2004, nous avons fait triompher le "NON" au référendum du 29 mai 2005, nous avons fait reculer le gouvernement sur le CPE en 2006.
Nous réaffirmons notre envie de faire avancer ensemble notre île vers:
• un progrès maîtrisé, vers une plus grande solidarité et une responsabilisation de tous,
Ceci pour que la place ne soit pas laissée à l'abstentionnisme, au fatalisme, au repli sur soi et au désarroi.
C'est la raison pour laquelle PSR dit oui aux forces de gauche.
Pour une plus grande solidarité et justice sociale.

La Réunion ouverte sur le monde

Wilfrid BERTILE, Union des Démocrates et des Socialistes de La Réunion-UDSR

(…)
Nous sommes réunis ici pour porter ensemble des propositions réunionnaises aux candidats à l'élection présidentielle des mois d'avril et de mai prochains. Parmi celles-ci, je voudrais mettre l'accent sur l'ouverture de La Réunion au monde. Le temps est en effet révolu où, département français situé parmi des pays indépendants, La Réunion vivait frileusement repliée sur elle-même. Après la décentralisation qui lui en a donné quelques moyens, avec la mondialisation qui rend stérile tout repli sur soi, la nécessité de cette ouverture fait l'objet d'un consensus.
Encore faut-il qu'elle se fasse à bon escient et je voudrais insister sur trois points:
D'abord, l'ouverture économique qui doit permettre des échanges équilibrés entre La Réunion et l'extérieur. La négociation en cours d'un accord de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays de l'Afrique orientale et australe doit prendre en compte les intérêts spécifiques de La Réunion, île située sur la voie des échanges qui se développent entre l'Asie et l'Afrique. Nous regrettons de ne pas y être suffisamment associés et demandons à l'Etat de porter nos revendications auprès de la Commission européenne, seule habilitée à négocier des accords commerciaux. Ensuite, se pose la question du co-développement avec nos voisins, mais aussi avec les aires de civilisations d'où sont venus nombre de nos ancêtres: l'Afrique, l'Inde, la Chine. Les actions bilatérales que nous menons avec ces pays ne s'apparentent pas une aide néo-coloniale, mais participent à un développement mutuellement profitable, ce que nous appelons, avec le Président Vergès, le co-développement. A cet égard, la politique *de «grand voisinage»* que l'Union européenne veut instaurer à partir des Régions ultrapériphériques comme La Réunion nous en donne les moyens. A nous de les utiliser le plus efficacement possible.
Enfin, il y a la question des visas. Pour des raisons incompréhensibles, l'Etat s'entête à multiplier les obstacles à la venue de nos frères des pays du Sud-Ouest de l'Océan Indien à La Réunion. Cette politique à courte vue fait perdre à la France le bénéfice politique de l'action qu'elle mène dans ces pays. L'an dernier, l'Etat a même établi un fichier des entrées et des sorties uniquement pour La Réunion où les clandestins sont pourtant peu nombreux: quelques centaines tout au plus pour 800.000 habitants. Cela va à l'encontre des conclusions du Sommet de la Commission de l'Océan Indien de juillet 2005 auquel a pourtant participé le Président Chirac, Sommet qui a mis l'accent sur la nécessité non seulement de libéraliser les échanges de capitaux et de marchandises, mais aussi la circulation des hommes. Il est plus facile à nos voisins de se rendre en Métropole que de venir à La Réunion, qui ne fait même pas partie de l'espace Schengen et qui n'est pas non plus, contrairement à la Métropole, une destination autorisée pour les touristes chinois. La politique de la France et de l'Europe dans cette région du monde doit davantage tenir compte de la présence et des intérêts de La Réunion puisque, de par notre statut, ce sont aussi des intérêts français et européens. Il convient donc de passer d'une politique de la France et de l'Europe dans l'Océan Indien à une politique de la France et de l'Europe de l'Océan Indien.
Cette politique exempte de toute tentation impérialiste doit permettre à La Réunion et aux pays frères voisins de mettre en œuvre un co-développement, et aux Réunionnais de renouer avec les grandes civilisations d'où est issue leur culture.
C'est à ces retrouvailles entre une histoire partagée et un possible avenir commun que nous vous convions.

KOUDKONGN
de Raymond Mollard

Du rêve a l'action…

Ils sont venus de tous les coins de l'île, y compris de cet Ouest rendu si lointain par la fermeture de la route du Littoral. Des hommes, des femmes, des familles, des jeunes, des tout petits qui gambadaient dans les allées (bénis soyez-vous, petits d'hommes, le vert paradis où vous baigniez rafraîchissait nos fronts brûlants), des élus, des militants syndicaux, des chefs d'entreprises, des responsables d'associations, des représentants des Chambres consulaires. D'anciens maires, de nouveaux maires, de futurs maires (chut! c'est un secret…). Des fonctionnaires, des chômeurs, des précaires. Des mères de famille qui interrogeaient l'avenir de leurs enfants tout en jetant un regard vigilant par-dessus la clôture du vert paradis. Des gramoun qui ont dû se lever plusieurs fois au cours de la réunion, mais qui sont revenus avec, parfois, l'aide d'un(e) plus jeune pour participer à la suite (total respect!).

La sono y allait de ses décibels, les éventails menaient leur ballet pour agiter l'air caniculaire, les caméras et les micros tournaient dans les allées et sur la tribune. Sur les parois de l'immense hall, des banderoles signaient des professions de foi définitives contre tous ces malheurs qui mordent aux jarrets, comme des hyènes, l'espèce humaine en général, et la réunionnaise en particulier: les séquelles post-coloniales, le chômage, l'illettrisme, le logement insalubre, l'échec scolaire, le déni culturel, les phénomènes climatiques extrêmes, le réchauffement de la planète. L'armée féroce et séculaire du malheur, de la fatalité, du destin…

Et si le destin n'existait pas? Et si, comme chante Francis Cabrel, *«on y pouvait quelque chose»*? Lentement d'abord, et puis par orateurs successifs, par petites phrases mélodiques au tempo de plus en plus marqué, par propositions de plus en plus audacieuses, saluées à due concurrence par des salves d'applaudissements, l'espoir a pris corps, s'est taillé sa place, s'est élevé petit à petit au-dessus de la mêlée comme le bon génie au-dessus de la lampe d'Aladin, presque tangible, vibrant par-dessus les têtes des plus de 3.000 participants.

Oui, on peut faire en sorte que des dizaines de milliers de logements sortent de terre. Oui, on peut ouvrir la voie de la réussite scolaire à tous les jeunes et les conduire jusqu'aux études supérieures, à la recherche, à l'excellence. Oui, on peut, en mobilisant la fonction publique, le secteur concurrentiel, l'économie solidaire, créer suffisamment d'emplois pour répondre aux demandes légitimes de ceux qui en sont scandaleusement privés. Oui, Cyrille parlait d'or, Emmanuel avait raison, Maya nous faisait vibrer, Radjah emportait notre enthousiasme, Elie, Wilfrid, Eric, Alain, Catherine nous disaient chacun à sa façon, qu'avec la volonté et les hommes, on peut déplacer les montagnes.

On y a cru. On a insensiblement quitté Cabrel pour rejoindre Michel Fugain: *«C'est un beau roman, c'est une belle histoire»*, disait la musique…
«C'est impossible? Alors nous le ferons!», concluait en substance Paul Vergès dans un final que, pour tout l'or du monde, aucun participant n'aurait accepté de rater.

Voilà. L'émotion est retombée, mais le rêve demeure. Hier, dimanche 11 février 2007, au Parc des Expositions de Saint-Denis, par une chaleur extérieure de 35 degrés et une chaleur intérieure d'au moins 10 fois plus, nous fûmes 3.000 à être saisis par la foi en l'action, à lire dans l'avenir les lignes que nous allions nous-mêmes y écrire.

L'art est un anti-destin, a écrit Malraux. Puisse la politique repeinte aux couleurs de l'Alliance en être un aussi. Et puisqu'on sait que l'action est la sœur du rêve, allons-y: sans modération, et tous ensemble!

UNE NOUVELLE POLITIQUE POUR L'EMPLOI

Élie Hoarau, Secrétaire général du PCR

Le taux de chômage se maintient à La Réunion à un niveau élevé inacceptable malgré les mesures prises par les différents gouvernements depuis une décennie. Cela risque de s'aggraver si rien n'est fait, puisque La Réunion qui compte 100.000 chômeurs devra accueillir 144.000 actifs en plus en 20 ans. Il faut changer cette situation, et l'Alliance soutient les initiatives qui visent cet objectif.
Quand s'ouvrent les chantiers de la route des Tamarins, quand, à Matignon, sont signés les accords portant sur la réalisation du tram-train et de la nouvelle route du Littoral, quand nos collectivités s'apprêtent à signer avec l'Etat les contrats de projet et avec l'Europe le Programme opérationnel européen, ce sont plus de 30 milliards de francs qui sont injectés dans l'économie réunionnaise pour bâtir les grandes infrastructures de La Réunion. Mais c'est aussi des milliers et des milliers d'emplois pour les Réunionnais assurés jusqu'en 2017.

Mais il ne faut pas s'en tenir à cela. C'est pourquoi, l'Alliance souscrit au PR2D (Plan Réunionnais de Développement Durable) élaboré par la Région avec d'autres partenaires.
Ce plan, en souhaitant ouvrir La Réunion sur l'extérieur, en misant sur le principe d'excellence dans des domaines stratégiques précis, entend offrir aux jeunes Réunionnais, qui constituent un formidable potentiel de matière grise, des dizaines de milliers d'emplois supplémentaires à côté des secteurs économiques traditionnels qu'il faut soutenir.

Cependant, parallèlement à ce secteur concurrentiel et en attendant qu'il donne les résultats attendus en termes de création d'emplois, un grand secteur de l'économie alternative doit être développé s'orientant dans 2 domaines prioritaires: les métiers de l'environnement et les services à la personne. Il y a là des gisements d'emplois qui se chiffrent en termes de besoin à plusieurs dizaines de milliers et qui s'adressent à tous les publics pour peu qu'ils aient une formation de base.
L'utilisation des contrats aidés devra permettre au fur et à mesure à pérenniser ces emplois.

Concernant la fonction publique, si l'on veut faire face à l'augmentation de la population, remplacer les départs, combler les retards en encadrement et offrir aux Réunionnais un service public de qualité, des milliers de postes sont à créer dans les années à venir. Il faut réunir les conditions (création d'un Institut régional d'administration — mise en œuvre de la loi de l'expérimentation…) pour que ces postes soient essentiellement occupés par des jeunes diplômés de La Réunion.

Dans tous ces secteurs: économie concurrentielle, économie alternative et administration, il est nécessaire de prévoir les besoins en emplois sur plusieurs années et de mettre en place les formations adéquates. Pour cela, nous préconisons la création d'une **conférence permanente pour l'emploi** qui assurera la gestion prévisionnelle des emplois à La Réunion.

Telles sont résumées les orientations que nous préconisons pour une nouvelle politique de l'emploi à La Réunion. (…)
Je dirais que le temps est venu de mettre ensemble nos efforts pour offrir à la jeunesse réunionnaise un espoir pour bâtir son avenir.

POUR UNE "RÉUNION" ÉCOLOGIQUEMENT VIVABLE

Cyrille Lebon, Président du MGER (Mouvement de la Gauche Écologiste Réunionnaise)

La planète va mal. Cela devient un problème mondial, la biodiversité est menacée, le réchauffement climatique que le MGER ne cesse de dénoncer est là. Nous nous battons pour que notre île participe à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et contre la pollution des terres. Nous demandons aux candidats de s'engager pour notre île, mais aussi pour notre planète.

Nous proposons 100% de chauffe-eau solaires et 15.000 toits pour une production de 75 mégawatts. Notre île a réussi, sous l'impulsion de l'Alliance au Conseil Régional, à réaliser la première mini centrale solaire de 1 MGW au Port. Nous pouvons mieux faire. Alors faisons-le. L'achat d'énergies fossiles, pétrole et charbon est une des plus grosses dépenses de La Réunion, et l'usage de ces combustibles est la principale menace écologique planétaire. Il convient donc à l'ambition affichée, (autosuffisance et énergies non polluantes), d'ajuster véritablement les moyens à mettre en œuvre, en favorisant l'utilisation généralisée du solaire et de l'éolien.
Il faut aller vers un programme sur 10 ans, 15.000 toits équipés de panneaux solaires photovoltaïques, soit l'équivalent de 2 turbines à combustion. De plus, il y a aujourd'hui des nouvelles technologies comme les centrales solaires thermodynamiques qui donnent du refroidissement d'air, de l'eau froide et de l'eau chaude sanitaire, de l'électricité, et qui dessalinise l'eau de mer pour la transformer en eau potable…

[Le deuxième point concerne] le problème de l'élimination et de traitement des déchets.
Ce sont des problèmes de la vie quotidienne. Il faut changer de mentalité et faire preuve de civisme. Une idée non négociable, car trop dangereuse pour la population, c'est un non catégorique aux incinérateurs. Le MGER a fait maintes fois des propositions de traitement et d'élimination des déchets à partir d'un procédé

alternatif propre et qui ne fait aucun rejet atmosphérique…

Il y a beaucoup de retard à rattraper en matière d'équipements en stations d'épuration et en raccordement des usagers. Il convient tout d'abord de limiter au maximum la production des déchets, et ensuite de les recycler, en optimisant le système eco-emballage. Il serait souhaitable qu'une réflexion soit engagée sur la mise en place d'une eco-taxe insulaire. Il faudrait créer de nouvelles filières de tri de traitement et de valorisation (énergétique et autres) avec toujours des emplois à la clé, et la réduction des déchets à la source, en adaptant les contenants à notre contexte géographique. Les batteries automobiles sont une pollution insinueuse dont personne ne parle. Une des pires peut être. Ou passent les batteries usagées? Ce silence est intolérable, nous en ferons un des points majeurs de notre lutte contre les pollueurs.
L'effort des Réunionnais rassemblés doit leur permettre de relever les défis auxquels ils sont confrontés. Une société responsable doit assumer sa part d'engagement au service de l'intérêt général.

CRÉER UNE CHAMBRE CONSULAIRE POUR LES ASSOCIATIONS

Emmanuel Lemagnen, Conseiller Régional – Président suppléant de la Commission Développement Économique et membre de la Commission du Développement Humain

Vous avez tous constaté ces derniers temps combien les associations occupent une place importante dans la société.
D'un côté, vous avez des citoyens qui se regroupent par passion ou par dévouement pour des causes qui les mobilisent, mais d'un autre côté, vous avez surtout les pouvoirs publics qui se défaussent de plus en plus sur les associations qui deviennent les roues de secours de tout ce qui ne marche plus.
Il y a un problème d'illettrisme? Faites une association de soutien scolaire.
Il y a un problème de chômage? Faites une association d'économie solidaire.
Il y a un problème de jeunes en difficulté? Faites une association de quartier.

Et les bénévoles sont toujours là, motivés, disponibles et généreux. Ils peuvent même, comme on l'a vu récemment et avec succès, se constituer en collectif, secouer l'administration, les élus ou le gouvernement pour obtenir l'installation d'un observatoire des prix. Nous sommes tous concernés par ce mouvement associatif parce que nous sommes tous soit bénévoles, soit adhérents d'une association culturelle, sportive ou du troisième âge.

Le vrai problème, c'est que les associations restent isolées et donc fragiles. Lorsqu'une association est en délicatesse avec sa banque, quand une subvention n'est plus versée parce que le maire a changé de bord, quand un responsable bénévole ne sait pas comment rédiger un projet, vers qui se tournent-t-ils?

Les artisans, les commerçants, les industriels, les agriculteurs ont une chambre qui est là pour les défendre, tenir les registres, négocier les relations avec les organismes de crédit, former les ressortissants, accompagner toutes les démarches des entreprises et les représenter au sein de toutes les instances de décision.
Il y a à La Réunion 13.000 associations, qui rassemblent plus de 60.000 bénévoles et plus de 15.000 emplois… Et qui les défend, qui les représente? Personne! Vous comprendrez donc pourquoi il est nécessaire et légitime de créer une Chambre consulaire pour les associations.

On parle beaucoup de la démocratie participative et on en parle parfois à tort et à travers. Je crois que, comme la famille est la cellule de base de la société, l'association doit devenir l'unité de base de la citoyenneté.
La Réunion demandera au gouvernement le droit d'expérimentation et, une fois encore, La Réunion fera preuve d'initiative et fera preuve d'exemple. Comme Maud Fontenoy remonte le monde à contre courant, et Dieu sait si en ces heures difficiles ce symbole prend toute son épaisseur, nous remonterons à contre courant le sens ordinaire des consignes qui viennent de Métropole et si ça marche à La Réunion, ce sont tous les départements et toutes les régions de France qui auront leur chambre des associations.
Pour terminer, je voudrais vous offrir une citation du Docteur Raymond Vergès.
«Le roc de notre patrimoine est taillé dans cette multitude de vertus obscures qui n'ont pas besoin pour s'épanouir de l'appât des récompenses.»
C'est une magnifique définition du bénévolat. Ça pourrait devenir une belle devise pour la première chambre des associations de France, celle de La Réunion.

À chaud… réactions et commentaires

• Ermina TIBÈR, Saint-Denis

«Sé in bon rénion pou sort dan lornier»

A 82 ans, Ermina a la jeunesse de ses batailles. Toute jeune, sa grand-mère l'a mise dans le combat que menait Paul Vergès en lui disant que Paul *«suivrait certainement les pas de son père»,* celui qui l'avait plus d'une fois soignée sans rien lui demander. Ermina a des souvenirs qui l'emmènent dans La Réunion des années 40: la famine, la mortalité, la grande misère… *«Apré 46, nou la sort dan tousa. Nou té rèst La Montagn é maman lé mor a 33 an, en 41, en akoushan avèk dé matronn…».*
Elle a vu La Réunion changer, se moderniser. Et pourtant, elle la trouve encore "dans l'ornière" et elle est venue, comme beaucoup, entendre des propositions nouvelles. *«Mi trouv, tousa lé bien. Së rénion i prouv nou pé sort dan lornièr. Sé in bon rénion politik. Tout la bien parlé, la bien fé komprann koman la éspasé lontan é sak i éspas zordi».*

• Darmapalah SEETHANEN, comité de soutien à José Bové

«Faire respecter le vote des citoyens»

Après 32 ans de militantisme au Parti Socialiste, cet enseignant est aujourd'hui militant anti-libéral, membre d'ATTAC et du comité de soutien à José Bové.
«J'ai fait ce choix parce que je pense que le PS s'est trompé en choisissant Ségolène Royal. On a vu le clivage lors de l'élection européenne: beaucoup de socialistes étaient contre. Pour gagner, nous devons nous positionner clairement à gauche. C'est vrai qu'il faut attendre que la candidate socialiste donne son positionnement, mais jusque-là, elle a donné l'image d'une dérive droitière du PS. Moi, ici, je ne suis pas venu soutenir des candidats — il n'y en a pas! — mais comme sympathisant d'une politique. L'Alliance a indubitablement des succès à son actif, pas seulement par comparaison avec l'indigence du reste de la classe politique… Et il y a autre chose qu'il faut obtenir dans les prochaines élections: faire respecter le vote des citoyens, qui se sont prononcés majoritairement contre une Europe libérale».

• Maurice CÉRISOLA, Président de l'ADIR (Association pour le Développement Industriel)

«Mettre les entreprises réunionnaises dans le coup»

«Pour moi, le problème majeur — pour les responsables d'entreprises — est la lisibilité. Là, on sait où on va pour les 10 ou 15 ans à venir. Nous connaissons notre marché, à nous de le prendre en main. Il faut une volonté de mettre les entreprises réunionnaises dans le coup. Cela suppose de se montrer à la hauteur de la situation. Après la "lisibilité", il nous faut une "traçabilité". Dans un plan de 15 ans, il faut pouvoir faire le point régulièrement. Il faudra des structures nouvelles pour cela. Certaines existent déjà, mais il faudra les rendre plus systématiques. Lisibilité, traçabilité, compétences — avec ce qui est annoncé pour les formations —, ce sont les 3 points majeurs gardés de ce rassemblement».

• Michel TAMAYA, ancien Maire de Saint-Denis (PS)

«On ne peut continuer sur les avantages acquis»

«Je voulais écouter les propositions de l'Alliance. Le discours de Paul Vergès appelant à la responsabilité, au rassemblement… appelant aussi les Réunionnais à avoir une vision d'avenir… Tout cela montre qu'on ne peut continuer sur les avantages acquis».

• Jacques TÉCHER, ancien Maire de Cilaos

«Un mot d'ordre : La Réunion»

«C'est un rassemblement très mobilisateur. Latant ke nou lavé avan lété prési: quelle position allait prendre l'Alliance dans le débat actuel? Cette idée de prendre nos responsabilités, porter nous-mêmes nos projets et faire nos propositions: c'est l'axe principal. Avec un mot d'ordre pour tous: La Réunion avant tout».

Propos recueillis par Pascale David et Edith Poulbassia

Le Collège Coopératif de La Réunion

Organise

La première nuit des finances solidaires

Le vendredi 23 février 2007 à 20 heures à Saint-Denis

Transformez un euro en euro solidaire !

Participez au financement d'entreprises réunionnaises socialement innovantes, respectueuses de l'humain et son environnement. Découvrez des dispositifs utiles et éligibles à la défiscalisation.

Participation : 15 euros - rafraîchissement, dîner et musique locale compris
Informations et inscription avant le 18 février 07:
Fax 0262 92 33 23 Gsm 06 92 68 59 59 –
college.cooperatif@laposte.net

Informations www.cigales.asso.fr

www.garrigue.net

Région Réunion

COMMUNE DE LA POSSESSION

La Ville de La Possession continue de se mobiliser contre le Chikungunya !

PLANNING DE DÉMOUSTICATION
Du 13 février au 18 février 2007

Le Maire de La Possession, Roland Robert, informe la population que les opérations de démoustication se feront :

- **DE NUIT, ENTRE 2 h ET 6 h DU MATIN, EN *« VLTT »*** *(véhicule léger tout terrain),*
- **ET LA JOURNEE PAR LES BRIGADES A PIED.**

Elles se dérouleront selon le calendrier ci-dessous, ***sous réserve des conditions climatiques, ou de modifications.***

Quartier Centre-Ville
SATEC 1 et 2, chemin Courteaud, chemin Leconte de Lisle, Impasse Dena, rue Victor Hugo, rue Henri Lapierre, rue Évariste de Parny, rue de la Boulangerie, chemin Julenon, rue Edmond Albius, rue Victor Schoelcher, rue Cimendef, rue Justin Baptiste, rue Sarda Garriga, rue Auguste Lacaussade, Allée de la Poste, rue Évariste de Parny, rue Anchain, rue Emmanuel Texer, rue Eugène Dayot
1er passage VLTT : Nuit du 13 au 14 février – Journée du 15 février
2ème passage VLTT : Nuit du 17 au 18 février.

NATURE DES TRAITEMENTS

Pour les lotissements fermés, merci de bien vouloir laisser les portails ouverts

• **LA NUIT,** le traitement est dit « spatial », en VLTT, pulvérisateur d'insecticides adulticides - Produits utilisés : K- Otrhine ou Aqua- Otrhine

• **LA JOURNÉE,** à pied, en traitement larvicide. Produit utilisé : BTI – Bacillus Thuringensis (insecticide biologique). S'y ajoute également un traitement mécanique (aide au vidage de pots ou autre…).

Recommandations

Fermer portes et fenêtres de la maison
Retirer tout linge séchant
Ramasser les jouets des enfants

NE SONGER QU'À L'INTÉR T COMMUN

Catherine GAUD, Vice-présidente du Conseil régional déléguée à la Prévention et à la Solidarité

La politique, au sens premier du mot, c'est être au service de la Cité et des Citoyens. (…) Ceux qui portent la politique, ne doivent songer qu'à l'intérêt commun, au bien de chacun, en dehors de toute action partisane et de toute promotion personnelle. Tous peuvent s'unir autour de valeurs essentielles, afin de combattre pour elles et de servir l'intérêt général: additionner ses forces, se respecter, s'enrichir des différences de l'autre, oublier les égoïsmes, l'individualité, les rivalités politiques au service de partis ou de personnes et non pas de La Réunion et de ses habitants. Il n'y a rien de constructif dans les critiques systématiques et délétères de l'autre parce ce qu'il est "l'adversaire". Que de temps perdu dans des luttes microscopiques, pour des enjeux minables, aux vues des immenses défis qui nous attendent et des lourdes responsabilités qui sont les nôtres. Quel triste spectacle que celui de ceux qui, élus pour représenter l'intérêt de tous, ne songent qu'au leur. Se conduire bien, être digne, respecter l'autre, le considérer comme infiniment précieux quel qu'il soit! Il y a tant à faire et avec une telle urgence! Notre société déraille, notre île perd ses repères. Les politiques doivent montrer l'exemple.

Paul Vergès a passé sa vie à prendre soin de La Réunion, à la défendre, à modeler son avenir. Rien d'étonnant donc, à ce que son esprit élevé, novateur et visionnaire ait imaginé l'idée de l'Alliance: l'union, autour de valeurs communes essentielles, d'hommes et de femmes de La Réunion, appartenant à des partis politiques ou à la société civile, qui mettent de côté leurs différences ou plutôt s'en enrichissent, dans un seul but: travailler à construire le meilleur présent et le meilleur avenir possible pour notre île et ses habitants, en dehors de toute polémique politicienne. Les bonnes idées ne sont pas réservées à un parti ou aux politiques. La société civile, les syndicats, les associations, les acteurs de la vie économique, culturelle, religieuse, toutes les forces de La Réunion, doivent pouvoir s'unir aux politiques, pour réfléchir à des orientations et à des solutions communes. Et bien au-delà de cela, c'est vous, Réunionnais et Réunionnaises, qui devez être conscients de toute la richesse que chacun d'entre vous représente pour notre île, et qui devez nous rejoindre pour nous aider à construire cette société plus juste, plus fraternelle, plus solidaire à laquelle nous aspirons tous et à laquelle nous avons le devoir de rêver pour qu'elle puisse exister.

Il n'y a qu'un seul parti : celui de La Réunion, des Réunionnais et des Réunionnaises

Ainsi, il n'y aurait qu'un seul parti: celui de la Réunion, des Réunionnais et des Réunionnaises. Ainsi, comme nous y invite Nelson Mandela, nous saurions tous laisser briller notre lumière, afin que brille celle des autres. Nous saurions tous être présents, lorsque passe le destin de La Réunion.

Utopique, idéaliste, audacieux? Trop novateur pour être compris? J'entends déjà les critiques des êtres désabusés qui n'ont plus d'espoir, car ils ne savent pas que c'est aussi avec eux et pour eux que nous combattons. Oui, notre île n'est qu'un petit confetti dans un monde bien malade, oui on ne peut pas changer le monde… Mais on a le droit de ne pas se résoudre et d'essayer! On a le droit de donner l'exemple, de montrer le chemin, celui de la fraternité, de la solidarité, de l'union de tous pour la cause "Réunion". Le chemin qui permet de faire en sorte qu'un idéal se transforme en actions concrètes. La signature de l'accord entre Paul Vergès et Dominique de Villepin n'en est-il pas un bel exemple?
L'Alliance se veut constructrice, responsable, ouverte, au service de tous, avec tous, au service de notre île. Je voudrais que vous retourniez chez vous, conscients de votre responsabilité, le cœur gonflé de ce grand espoir, avec la rage de vous battre avec nous pour ces valeurs, pour votre destin dont vous devez devenir les acteurs, le destin de vos enfants, de vos proches, de vos voisins, notre destin à tous, celui de La Réunion, celui de la France et celui du monde.

Ailleurs

Les candidats à l'élection présidentielle

Pendant que les Réunionnais se pressaient au Parc des Expositions de Saint-Denis pour entendre Paul Vergès et les membres de l'Alliance tracer l'avenir de La Réunion, ailleurs, en Métropole, le candidat Nicolas Sarkozy prononçait un discours d'ouverture devant les responsables des comités de soutien en s'affirmant vouloir être «un Président pour tous les Français»; et Ségolène Royal, la candidate du Parti Socialiste, avait choisi Villepinte en banlieue parisienne pour présenter son programme.

D'un côté, Nicolas Sarkozy proposait le "Pacte Républicain", et d'un autre, Ségolène Royal avançait son "Pacte Présidentiel"… Nicolas Sarkozy s'est posé dimanche en rassembleur, rejetant les étiquettes et proposant un *«pacte républicain»* à *«tous les Français»,* au moment même où sa rivale Ségolène Royal présentait son *«pacte présidentiel».*
Le SMIC sera porté à 1.500 euros *«le plus tôt possible dans la législature»* en cas de victoire de la gauche à la présidentielle, selon le *«pacte présidentiel»* de la candidate socialiste Ségolène Royal rendu public dimanche. Cette formulation reprend celle du projet du Parti Socialiste adopté en juin dernier. D'autre part, *«afin de tirer vers le haut tous les salaires, une conférence nationale sur les salaires, les revenus et la croissance réunissant les partenaires sociaux sera organisée dès 2007»,* indique aussi ce pacte, qui précise que cette conférence sera annuelle. Le projet socialiste prévoyait d'organiser une telle conférence, mais ne fixait pas de date. *«Les petites retraites»* seront *«augmentées de 5%»,* et le minimum vieillesse sera versé mensuellement, *«le paiement des retraites de la Sécurité sociale sera rétabli au premier jour de chaque mois»,* indique encore le pacte.
Par ailleurs, Ségolène Royal propose de *«réviser la carte scolaire pour supprimer les ghettos scolaires»* et *«assurer la mixité sociale».* Un peu plus tôt, le Premier secrétaire du PS, François Hollande, a affirmé que la campagne présidentielle *«s'engage vraiment aujourd'hui»,* en soulignant que le pays attend *«un affrontement clair entre la gauche et la droite».* Dans un discours très offensif lors du rassemblement du PS à Villepinte avant que Ségolène Royal ne dévoile son programme, François Hollande a expliqué que le 6 mai (date du second tour de la présidentielle), la France aurait *«à choisir entre la continuité et le changement». «Nicolas Sarkozy, c'est la continuité en pire»,* a-t-il dit. *«Nous sommes au début d'une belle aventure. C'est un moment important. La campagne s'engage aujourd'hui vraiment»,* a lancé M. Hollande, applaudi par plusieurs milliers de militants. *«Le pays veut un choix et réclame une élection digne de son passé, un affrontement clair entre la gauche et la droite»,* a-t-il dit en affirmant que la gauche se trouvait *«en face d'une droite dure qui veut en finir avec le modèle social français». «Ceux qui n'ont rien fait jusqu'à présent ne peuvent pas être ceux qui vont nous promettre un avenir différent»,* a poursuivi M. Hollande, soulignant que c'étaient les socialistes et leurs alliés qui *«incarnaient la paix sociale et l'harmonie»* et étaient *«capables de préparer l'avenir»,* alors que *«la droite inquiète».* Pronostiquant une campagne *«rude»,* il a invité ses partisans à *«lutter contre toutes les peurs, l'immigration, l'étranger, le laxisme, l'insécurité»* qu'utilisera la droite. La droite, a-t-il dit, *«se battra pour ne rien lâcher, pour ne rien faire».*

Brève

Un comité de soutien pour José Bové

José Bové a son comité de soutien à Saint-Denis. Le candidat antilibéral peut compter sur la société civile. La tâche sera grande: tracter et chercher des signatures, et susciter la motivation des électeurs. Le comité de soutien à José Bové se mobilise. *«C'est l'homme de la rupture avec le système capitaliste. Et sa fraîcheur séduit ceux qui veulent un changement profond du pays»,* explique François Esquer. S'il est utopique de le voir trôner à l'Elysée, cette création de comité de soutien *«permet d'unifier les forces autour de Bové».* L'ancien membre du MGER précise également que José Bové peut avoir un pouvoir de négociation avec le PS lors du 2ème tour. Et ce dernier de donner comme consigne: *«Ceux qui voteront Bové sont appelés à voter au 2ème tour pour Ségolène Royal, après négociations».* A noter tout de même que le mouvement antilibéral représente 15% de l'électorat.

Bbj

Spécial Maud Fontenoy

Contre les vents et sans mât, Maud Fontenoy reste dans la course

Alors qu'elle ne se trouvait plus qu'à 2 semaines environ de sa destination finale, pour clore à La Réunion son tour du monde à contre-courant des vents dominants, Maud Fontenoy a démâté, bloquée à 1.650 km des côtes australiennes… Après un court instant de déprime, en fin de journée hier, elle a scié le mât qui menaçait la coque de son navire, et elle était prête à repartir. *«Je ne baisse pas les bras, je repars, je vais y arriver»*, a lancé Maud Fontenoy.

Jointe sur son téléphone satellite, Maud Fontenoy raconte les dernières heures passées sur "L'Oréal Paris". Elle est très émue, épuisée. Ses propos sont entrecoupés de sanglots: *«Dès le lever du jour, je me suis attelée au déblaiement du pont.*

Je suis super fière de moi

Un fouillis inextricable de haubans, cordages, voiles couchées. Un désastre. J'ai d'abord attaqué les haubans à la scie à métaux pour libérer le mât couché sur la poupe. 10 heures à m'acharner». «J'ai les mains en sang. J'ai dû aussi découper les voiles à la scie. Puis tout est parti à l'eau. Un bout de mât est resté accroché à la traîne à cause d'un winch coincé. J'ai cogné, tiré dessus, arc-boutée à me rompre le dos. J'ai gagné. (…)

J'y arriverai

Je ne croyais pas vivre de tels moments dans ma vie et les surmonter. Je suis super fière de moi. Mais je pense surtout à tous les enfants qui suivent mon aventure et me soutiennent. C'est à eux que je dédie ces efforts. C'est pour eux que je fais tout ça, pour leur montrer que même dans les pires galères, on peut s'en sortir à force de volonté et d'énergie».
«J'y arriverai, à La Réunion. Oui, je le bouclerai ce fichu tour du monde à l'envers», conclut Maud Fontenoy.

Paul Vergès, Président de la Région Réunion qui accompagne la navigatrice, a tenu à adresser un message à Maud Fontenoy pour lui *«témoigner toute (son) affection (…). Jusqu'au bout, tu as fait preuve d'un courage héroïque, et quelles que soient les circonstances, La Réunion sera très honorée de t'accueillir au terme du long périple que tu as accompli et qui force l'admiration».*
En fait, c'est l'ensemble des élus de la Région qui ont tenu à s'associer au message personnel du Président Vergès, avec entre autres, Camille Sudre, 1er Vice-président, Catherine Gaud, Pierre Vergès, Jocelyne Lauret, Alain Armand, Vices-présidents et Raymond Lauret, élu délégué au Sport et à l'Economie. *«Les élus de la Région saluent le courage exemplaire que Maud Fontenoy a démontré durant cet incroyable défi».*

Le rendez-vous était fixé vers les 9 heures dimanche matin. La Route Littorale était coupée. Ceux de l'ouest et du sud ouest, bravant la route de La Montagne, sont quand même arrivés en nombre…

Ils étaient tous venus des quatre coins de l'île pour cette matinée importante où tous ceux qui composent le mouvement de l'Alliance devaient – avec Paul Vergès – tracer le futur de leur pays, La Réunion.
Plus de 3 500, mais surtout des gens de toutes conditions – toute la société réunionnaise -… Paysans ou ouvriers, responsables d'associations ou d'entreprises, militants ou sympathisants, ou même curieux de savoir… Ils étaient tous là – représentants des forces vives de La Réunion –, car concernés par l'avenir de leur île.

www.koifm.com

KOI FM
Des Tubes de Toujours

Tout un art de vivre
Nouvelle chronique quotidienne à 8h15, 11h45 et 17h45
Pendant 4 semaines : Le Bois, conseils et astuces

Oté !

Si zot i vé, zot va gouté

Si moin lété lo mèr in komïne, oussa lo tram-trin i doi pa passé? Si mi panss mon bann zadministré lé mal konsidéré: si zot lé riskab pa oir la koulèr lo tram-train. Mi kroi bann la réjion noré pèrd somèy a fors moin noré kanil azot. Moin nora té domann azot si nout larzan la pa in bon larzan, si nou sé zanfan batard, si nou lé tro loin lo piramid ranvèrsé.

Si moin té in zabitan dann in komine lo mèr i vé pa fé in n'éfor pou fé pass lo tram-train. Si moin lété in moun Saint André, Saint Bénoît, Bras-Panon; si moin té in moun Kartyé-troi lèt, Etang-salé, Saint Louis, Saint Pierre ou bien Saint Jo, moin noré di tout bann dalon i fo nout mèr i arvoi son pozision.
Sansa moin noré di: Bann dalon, alon kapot mèr-la! Li vé ni kui dann in loto ki roul pi! Li vé ni oi rienk dann télé lo gran shéniye an fèr roulé.

Kamarad Paul la di in zour dann télé: **«Si bann mèr i vé lo tram-train sü téritoir zot komine, anvoy in lèt sansa anvoy in fax pou dir»**. ***Alor, kossa zot i atann? zot i atann kalbité proshin zéléksion ? Si zot i vé, solon moin, zot va gouté.***

Justin